Rapport annuel 1999

Fonds d'indemnisation
des services financiers

106-01291/

TABLE
DES MATIERES

Membres du conseil d'administration ..... *quarante-trois*

Mot du président ..... *quarante-quatre*

États financiers ..... *quarante-sept*

- Rapport des vérificateurs ..... *quarante-sept*
- État des produits et charges ..... *quarante-huit*
- État de l'évolution des soldes de fonds ..... *quarante-neuf*
- Bilan ..... *quarante-neuf*
- Notes complémentaires ..... *cinquante*

Monsieur Bernard Landry
Vice-Premier ministre et
ministre d'État à l'Économie et aux Finances
Gouvernement du Québec
Hôtel du Parlement, Québec

Monsieur le Vice-Premier ministre,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel du Fonds d'indemnisation des services financiers pour l'année terminée le 31 décembre 1999.

Ce rapport rend compte de nos principales activités et réalisations pour l'année 1999 et inclut les états financiers vérifiés du Fonds.

Veuillez agréer, Monsieur le Vice-Premier ministre, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le président,

Gilbert Lalonde, A.V.A.

MEMBRES
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Rangée assise :
Chantal Doucet, Gilbert Lalonde, Lise Tremblay, John Ruggieri
Rangée debout :
Aline Duplessis, Pierre A. Hébert, Claude Brosseau

Membres du conseil d'administration du Fonds d'indemnisation des services financiers

Président
Gilbert Lalonde, A.V.A., conseiller en sécurité financière

Vice-présidente
Lise Tremblay, avocate, professeur, École du Barreau de Montréal

Claude Brosseau, C.d'A.Ass., Bélanger, Brosseau & associés, courtiers en assurance de dommages et services financiers

Chantal Doucet, a.i.a.c., expert en sinistre, Denis A. Rochette inc.

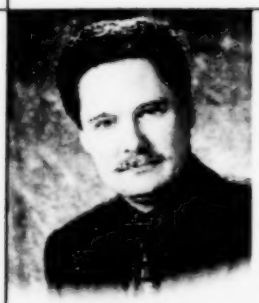
Aline Duplessis, chargée de projets, Service d'aide au consommateur

Pierre A. Hébert, B.A. D.M.V., Adm.A, Pl. fin, Stratégie financière Impact

John Ruggieri, A.V.A, Pl. fin., Les services d'assurance DiCaprio Ruggieri inc.

Permanence du Bureau des services financiers

Anne-Marie Beaudoin, avocate, secrétaire institutionnelle du Bureau des services financiers
Nathalie G. Drouin, directrice des affaires juridiques
Isabelle Hébert, avocate
Annie Pigeon, avocate



MOT
DU PRESIDENT

Le Fonds d'indemnisation des services financiers a pour mandat d'administrer les sommes d'argent qui y sont déposées et d'indemniser les victimes de fraudes, de manœuvres dolosives ou de détournement de fonds dont est responsable un cabinet, un représentant autonome ou une société autonome. Sa principale mission est donc la protection du public puisqu'il statue sur l'admissibilité des réclamations qui lui sont présentées et décide du montant des indemnités à verser.

Dans un souci de continuité des mécanismes de protection mis de l'avant en 1989 par la Loi sur les intermédiaires de marché, le Fonds est aussi responsable de statuer sur les réclamations découlant d'actes commis entre le 1er septembre 1991 et le 30 septembre 1999, conformément aux règles imposées par cette loi et ses règlements. En effet, le Fonds d'indemnisation des services financiers remplace, depuis le 1er octobre 1999, le Fonds d'indemnisation en assurance de personnes, le Fonds d'indemnisation en assurance de dommages et le Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers. Les droits, biens et obligations de ces fonds, maintenant dissous, ont donc été transférés au nouveau Fonds.

Réalisations de 1999

Nommés par le Bureau des services financiers en juin dernier, les sept membres du Fonds ont commencé leurs activités en août 1999 : cinq administrateurs sont des professionnels du milieu représentant l'ensemble des disciplines tandis que les deux autres membres, dont la vice-présidente, représentent le public. Forts de leur expertise particulière, les administrateurs du Fonds ont d'abord eu à formuler leurs commentaires et recommandations quant à leur règlement intérieur, lequel a été adopté par le Bureau.

La Loi sur la distribution de produits et services financiers prévoit que les sommes provenant des trois fonds d'indemnisation créés par la Loi sur les intermédiaires de marché formeraient des patrimoines distincts pour les cinq prochaines années. Ceux-ci doivent servir exclusivement au paiement des réclamations mettant en cause un acte frauduleux commis avant l'entrée en vigueur de la Loi sur la distribution de produits et services financiers. La santé financière de ces patrimoines est donc au cœur des préoccupations du Fonds.

Dès octobre 1999, le Fonds a continué l'analyse des réclamations présentées au Fonds d'indemnisation en assurance de personnes et au Fonds d'indemnisation en assurance de dommages. Il a également ouvert 13 nouveaux dossiers de réclamation depuis l'entrée en vigueur de la Loi. Les fraudes alléguées dans les réclamations présentées ayant été commises avant le 1er octobre 1999, les montants servant au paiement des réclamations seront puisés à même les patrimoines distincts constitués par les anciens fonds.

Finalement, le Fonds a dû intervenir dans un dossier du Fonds d'indemnisation en assurance de personnes qui avait été porté en appel par une réclamante dont la demande d'indemnisation avait été rejetée en raison du fait que la fraude alléguée avait été commise avant le 1er septembre 1991. La Cour d'appel ayant donné raison à la réclamante en ordonnant au Fonds d'étudier la demande de celle-ci sans tenir compte de la date du 1er septembre 1991, le Fonds a choisi de déposer, pour fins conservatoires uniquement, un avis d'appel à la Cour suprême dans le but de négocier un règlement hors cour. L'offre de règlement a été acceptée à l'automne 1999, à la satisfaction de toutes les parties.

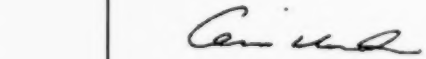
Objectifs pour l'an 2000

En plus de continuer l'analyse des réclamations présentées de façon rigoureuse et efficace, le Fonds d'indemnisation se fera un devoir de procéder à une évaluation de ses besoins financiers, et ce à la lumière des nouvelles tendances observées dans l'industrie. En effet, rappelons, par exemple, qu'un nouveau secteur d'activités est maintenant couvert par le Fonds, soit celui des valeurs mobilières d'exercice restreint. Ainsi, le Fonds recevra vraisemblablement des réclamations provenant du secteur de l'épargne collective, du courtage en plans de bourses d'études ou du courtage en contrats d'investissement, secteurs pour lesquels il ne peut bénéficier de l'expérience des anciens fonds d'indemnisation.

L'analyse des réclamations présentées et de leur impact sur les finances du Fonds exigeront aussi l'évaluation d'une méthode adéquate de provisionnement, tant pour les anciens patrimoines que pour celui maintenant constitué des cotisations provenant des inscrits auprès du Bureau des services financiers. De même, cet exercice sera essentiel pour l'établissement des prochaines cotisations imposées à ces derniers.

L'héritage inestimable légué au Fonds d'indemnisation des services financiers, la compétence et le dévouement des membres qui y siègent et des avocats qui travaillent à la permanence ainsi que les excellents rapports liant le Fonds au Bureau des services financiers sont le gage d'une meilleure protection du public et d'une grande crédibilité pour l'industrie des produits et services financiers.

Le président,



Gilbert Lalonde, A.V.A.

BILAN DES ACTIVITÉS DU FONDS D'INDEMNISATION DES SERVICES FINANCIERS

Légende
FIAP : Fonds d'indemnisation en assurance de personnes
FIAD : Fonds d'indemnisation en assurance de dommages
FISF : Fonds d'indemnisation des services financiers

Statistiques du 1er octobre au 31 décembre 1999

Nombre de dossiers sous gestion FISF	Montant total réclamé	Montant total impliquant le patrimoine « FIAP » [1]	Montant total impliquant le patrimoine « FIAD » [2]
42	680 528,93 $	557 929,91 $	122 599,02 $

[1] L'ensemble des réclamations transmises au Fonds d'indemnisation des services financiers au 1er octobre 1999 ainsi que les réclamations ouvertes au Fonds d'indemnisation des services financiers à partir du 1er octobre 1999 mettant en cause une fraude commise par un intermédiaire de marché en assurance de personnes avant l'entrée en vigueur de la Loi sur la distribution de produits et services financiers. Ce montant tient également compte du règlement hors cour intervenu à l'automne entre le Fonds et une réclamante et de l'ouverture d'un dossier de réclamation relié à cette affaire.

[2] L'ensemble des réclamations transmises au Fonds d'indemnisation des services financiers au 1er octobre 1999 et ouvertes à partir du 1er octobre 1999 mettant en cause une fraude commise par un intermédiaire de marché en assurance de dommages avant cette date.

Nombre de dossiers analysés par le FISF

Les reclamations qui ont fait l'objet d'une décision par le Fonds depuis le 1er octobre 1999, comprenant les dossiers dans lesquels un règlement hors cour est intervenu.

Dossiers ouverts par le FIAP avant le 1er octobre 1999	Dossiers ouverts par le FIAD avant le 1er octobre 1999	Dossiers ouverts par le FISF apres le 1er octobre 1999
10	1	2

Nombre de dossiers acceptés

Dossiers ouverts par le FIAP avant le 1er octobre 1999	Dossiers ouverts par le FIAD avant le 1er octobre 1999	Dossiers ouverts par le FISF
7	0	1

Montants payés

Dossiers ouverts par le FIAP avant le 1er octobre 1999	Dossiers ouverts par le FIAD avant le 1er octobre 1999	Dossiers ouverts par le FISF
125 741,48 $*	0 $	51 000,00 $

Nombre de dossiers refusés ou fermés

Les réclamations qui ont éte rejetees par une décision finale du Fonds, et ce peu importe le motif, de même que les réclamations reglées entre les parties, avant décision du Fonds.

Dossiers ouverts par le FIAP avant le 1er octobre 1999	Dossiers ouverts par le FIAD avant le 1er octobre 1999	Dossiers ouverts par le FISF
3	1	1

Montants refusés

Dossiers ouverts par le FIAP avant le 1er octobre 1999	Dossiers ouverts par le FIAD avant le 1er octobre 1999	Dossiers ouverts par le FISF
52 525,00 $	288,75 $	375,00 $

Nombre de dossiers à l'étude au 31 décembre 1999

Les réclamations dont l'étude est en cours à la date du rapport pour l'année financière.

Dossiers ouverts par le FIAP avant le 1er octobre 1999*	Dossiers ouverts par le FIAD avant le 1er octobre 1999*	Dossiers ouverts par le FISF
10	8	11

Solde des indemnités réclamées à l'étude

Dossiers ouverts par le FIAP avant le 1er octobre 1999*	Dossiers ouverts par le FIAD avant le 1er octobre 1999*	Dossiers ouverts par le FISF
107 054,85 $	48 273,75 $	170 419,61 $ (FIAP) 74 325,27 $ (FIAD)

* Le montant total verse par le FISF affectant le patrimoine du FIAP est de 176 741,48 $ (125 741,48 $ + 51 000,00 $). Ce montant tient compte du reglement hors cour intervenu à l'automne 1999 dans le dossier de reclamation N° 92004.

RAPPORT
DES VERIFICATEURS

À l'Assemblée nationale,

Nous avons vérifié le bilan du **Fonds d'indemnisation des services financiers** au 31 décembre 1999 et les états des produits et charges et de l'évolution des soldes de fonds de l'exercice de trois mois termine à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Fonds au 31 décembre 1999 ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice de trois mois terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus au Canada.

Samson Bélair
Deloitte & Touche

Comptables agréés

Le 16 mars 2000

ETAT DES PRODUITS ET CHARGES

DE L'EXERCICE DE TROIS MOIS TERMINE LE 31 DECEMBRE 1999

	Fonds d'indemnisation des services financiers	Fonds d'indemnisation en assurance de personnes	Fonds d'indemnisation en assurance de dommages	Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers	Total
	$	$	$	$	$
Produits					
Cotisations *(note 8)*	304 066	-	88 030	-	392 096
Intérêts	343	6 407	10 835	37	17 622
Revenus de subrogation	-	50	-	-	50
	304 409	6 457	98 865	37	409 768
Charges					
Indemnisations	-	680 366	74 036	-	754 402
Jetons de présence	20 700	-	-	-	20 700
Frais de subsistance	2 741	-	-	-	2 741
Frais de déplacements	2 834	-	-	-	2 834
Honoraires de gestion	28 221	(7 342)	-	-	20 879
Frais d'occupation	1 613	-	-	-	1 613
Honoraires professionnels	25 943	-	(100)	-	25 843
Location de salles	150	-	-	-	150
Publicité	351	-	-	-	351
Papeterie	2 075	-	-	-	2 075
Assurances	-	-	453	-	453
Télécommunications	24	-	-	-	24
Poste et messagerie	22	-	-	-	22
Frais bancaires	-	3	-	-	3
	84 674	673 027	74 389	-	832 090
Excedent des produits (charges)	219 735	(666 570)	24 476	37	(422 322)

ETAT DE L'EVOLUTION DES SOLDES DE FONDS

DE L'EXERCICE DE TROIS MOIS TERMINE LE 31 DECEMBRE 1999

	Fonds d'indemnisation des services financiers	Fonds d'indemnisation en assurance de personnes	Fonds d'indemnisation en assurance de dommages	Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers	Total
	$	$	$	$	$
Solde au début	-	-	-	-	-
Excédent des produits (charges)	219 735	(666 570)	24 476	37	(422 322)
Transfert du solde du Fonds d'indemnisation des assurances de dommages au 30 septembre 1999	-	-	884 930	-	884 930
Transfert du solde du Fonds d'indemnisation des assurances de personnes au 30 septembre 1999	-	107 508	-	-	107 508
Transfert du solde du Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers au 30 septembre 1999	-	-	-	29 050	29 050
Solde à la fin	219 735	(559 062)	909 406	29 087	599 166

BILAN

AU 31 DECEMBRE 1999

	Fonds d'indemnisation des services financiers	Fonds d'indemnisation en assurance de personnes	Fonds d'indemnisation en assurance de dommages	Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers	Total
	$	$	$	$	$
Actif à court terme					
Encaisse	-	766	-	-	766
Dépôts à court terme *(note 3)*	243 437	473 195	1 057 775	29 050	1 803 457
Débiteurs *(note 4)*	3 493	14 996	1 492	37	20 018
A recevoir du Bureau des services financiers *(note 8)*	7 499	-	-	-	7 499
Frais payés d'avance	-	-	26 608	-	26 608
	254 429	488 957	1 085 875	29 087	1 858 348
Passif à court terme					
Créditeurs et charges à payer *(note 5)*	24 047	90 640	2 433	-	117 120
Indemnisations à payer	-	957 379	174 036	-	1 131 415
Revenus perçus d'avance *(note 8)*	10 647	-	-	-	10 647
	34 694	1 048 019	176 469	-	1 259 182
Soldes de fonds	219 735	(559 062)	909 406	29 087	599 166
	254 429	488 957	1 085 875	29 087	1 858 348

Au nom du conseil

_____, administrateur
Gilbert Lalonde

_____, administratrice
Lise Tremblay

NOTES COMPLEMENTAIRES

DE L'EXERCICE DE TROIS MOIS TERMINE LE 31 DECEMBRE 1999

1. DESCRIPTION DES FONDS

Création des fonds

Le Fonds d'indemnisation des services financiers est un fonds constitué en vertu de la Loi sur la distribution de produits et services financiers, sanctionnée le 20 juin 1998 par le gouvernement du Quebec. Ce fonds a pris la relève des fonds correspondants créés en vertu de la Loi sur les intermédiaires de marché, sanctionnée le 22 juin 1989 par le gouvernement du Québec, et dissous en vertu de la Loi sur la distribution de produits et services financiers en date du 1er octobre 1999.

Parmi les actifs du Fonds d'indemnisation des services financiers se retrouvent trois patrimoines distincts composés de sommes provenant du Fonds d'indemnisation en assurance de dommages, du Fonds d'indemnisation en assurance de personnes et du Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers.

Le Fonds d'indemnisation des services financiers a pour objet d'administrer les sommes d'argent qui y sont déposées. Il a également pour mission d'indemniser les personnes ayant subi un préjudice à la suite d'une fraude, d'une manoeuvre dolosive ou d'un détournement de fonds dont un cabinet, un représentant autonome ou une société autonome peut être tenu responsable dans le cadre de ses activités. Il a aussi le mandat de prendre en charge les dossiers de réclamations déposés aux anciens fonds et de statuer sur l'admissibilité pour paiement des réclamations découlant d'actes survenus entre le 1er septembre 1991 et le 30 septembre 1999 conformément aux règles édictées par la Loi sur les intermédiaires de marché.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus au Canada.

3. DÉPÔTS À COURT TERME

Les dépôts à court terme portent intérêts à des taux variant entre 4,75 % et 5,15 % et viennent à échéance en janvier 2000.

4. DÉBITEURS

	Fonds d'indemnisation des services financiers	Fonds d'indemnisation en assurance de personnes	Fonds d'indemnisation en assurance de dommages	Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers	Total
	$	$	$	$	$
Intérêts courus	343	658	1 492	37	2 530
Autres débiteurs	3 150	14 338	-	-	17 488
	3 493	14 996	1 492	37	20 018

5. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

	Fonds d'indemnisation des services financiers	Fonds d'indemnisation en assurance de personnes	Fonds d'indemnisation en assurance de dommages	Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers	Total
	$	$	$	$	$
Fournisseurs	22 647	90 640	1 400	-	114 687
Charges à payer	1 400	-	1 033	-	2 433
	24 047	90 640	2 433	-	117 120

6. FLUX DE TRÉSORERIE

L'état des flux de trésorerie n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la comprehension des flux de trésorerie durant l'exercice.

7. TRANSFERT DES SOLDES DE FONDS

Les soldes de fonds du Fonds d'indemnisation en assurance de dommages, du Fonds d'indemnisation en assurance de personnes et du Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers ont ete transférés au Fonds d'indemnisation des services financiers en vertu de la Loi sur la distribution de produits et services financiers.

8. OPÉRATIONS AVEC LE BUREAU DES SERVICES FINANCIERS

Le Bureau des services financiers a supporté la presque totalité des opérations du Fonds d'indemnisation des services financiers pour le présent exercice. Celui-ci a donc payé certaines dépenses du Fonds pour un montant total de 63 777 $ qui est toujours dû au Bureau au 31 décembre 1999.

Aussi, le Bureau des services financiers est mandaté pour percevoir les cotisations des cabinets au Fonds et les remettre à ce dernier. Au cours de l'exercice, le Bureau a perçu des cotisations pour un montant total de 314 713 $ dont 10 647 $ est perçu d'avance. Au 31 décembre 1999, ce dernier avait remis 243 437 $ au Fonds, ce qui lui laissait un total à payer de 71 276 $. Le solde net dû par le Bureau est donc d'un montant de 7 499 $.

Rédaction
Bureau des services financiers

Coordination
Direction de la production

Conception graphique
Bleu Outremer

Impression
Imprimerie Le Laurentien

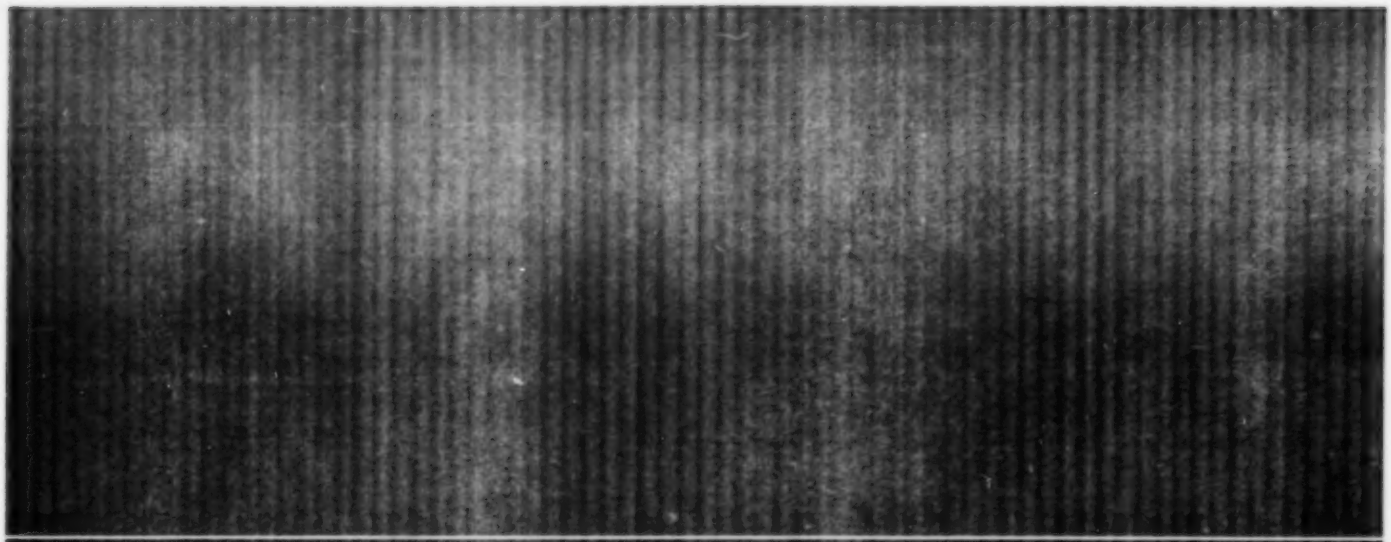
Rapport annuel 1999

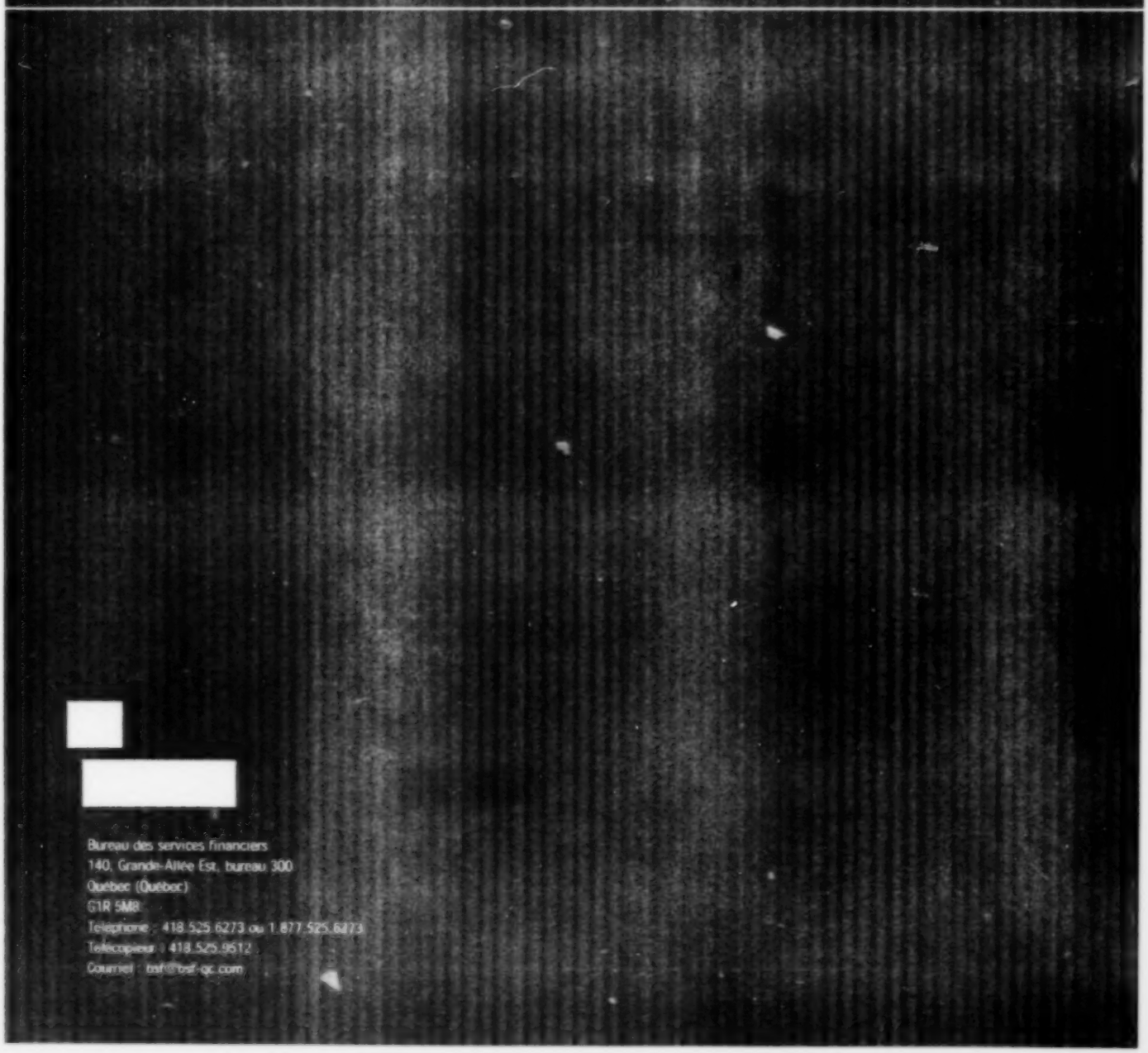
Dépôt légal – 2e trimestre 2000
ISBN 2-922586-16-2
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada

Le genre masculin est utilisé dans le seul but d'alléger le texte.

Le rapport annuel peut être consulté sur le site Internet du Bureau à l'adresse www.bsf.qc.com et est aussi disponible en version anglaise.

Tirage : 800 copies





Bureau des services financiers
140, Grande-Allée Est, bureau 300
Québec (Québec)
G1R 5M8
Téléphone : 418 525 6273 ou 1 877 525 6273
Télécopieur : 418 525 9612
Courriel : bsf@bsf-qc.com

1999 Annual Report

Fonds d'indemnisation
des services financiers

TABLE
OF CONTENTS

Members of the Board of Directors ..... *forty-three*

President's Message ..... *forty-four*

Financial Statements ..... *forty-seven*

- Auditor's Report ..... *forty-seven*
- Statement of Revenue and Expenditures ..... *forty-eight*
- Statement of the Evolution of the Balance of the Funds ..... *forty-nine*
- Balance Sheet ..... *forty-nine*
- Notes to Financial Statements ..... *fifty*

The Honourable Bernard Landry
Deputy Premier and
Minister of State for the Economy and Finance
Government of Québec
Parliament Buildings, Québec

Dear Sir:

I am honoured to present to you the Annual Report of the Fonds d'indemnisation des services financiers for the year ended December 31, 1999.

This report gives an account of our main activities and achievements for 1999 and includes the audited financial statements of the Fonds.

Respectfully yours,

Gilbert Lalonde, C.L.U.
President

MEMBERS OF THE BOARD OF DIRECTORS

Sitting:
Chantal Doucet, Gilbert Lalonde, Lise Tremblay, John Ruggieri
Standing:
Aline Duplessis, Pierre A. Hébert, Claude Brosseau

Members of the Board of Directors of the Fonds d'indemnisation des services financiers

President
Gilbert Lalonde, C.L.U., Financial Security Advisor

Vice-President
Lise Tremblay, Attorney, Professor, École du Barreau de Montréal

Claude Brosseau, A.I.B., Bélanger, Brosseau & associés, Damage Insurance and Financial Services Broker

Chantal Doucet, A.I.I.C., Claims Adjuster, Denis A. Rochette inc.

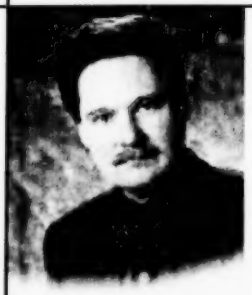
Aline Duplessis, Project Manager, Service d'aide au consommateur

Pierre A. Hébert, BA, D.M.V., C. Adm., F. Pl., Stratégie financière Impact

John Ruggieri, C.L.U., F. Pl., DiCaprio Ruggieri inc. Insurance Services

Permanent Office Staff of the Bureau des services financiers

Anne-Marie Beaudoin, Attorney, Institutional Secretary of the Bureau des services financiers
Nathalie G. Drouin, Director of Legal Affairs
Isabelle Hébert, Attorney
Annie Pigeon, Attorney



PRESIDENT'S MESSAGE

The object of the Fonds d'indemnisation des services financiers (the "compensation fund") is to administer the sums of money deposited with it and to compensate the victims of fraud, fraudulent tactics or embezzlement for which a firm, independent representative or independent partnership is responsible. Its principal mission is therefore public protection, since it rules on the admissibility of the claims that are submitted to it and rules on the amount of the indemnities payable.

Concerned with the continuity of the protection mechanisms set up in 1989 under the *Act respecting market intermediaries*, the compensation fund is also responsible for ruling on claims resulting from criminal acts committed between September 1, 1991, and September 30, 1999, in accordance with the rules imposed under this law and its regulations. In fact, the compensation fund replaced, on October 1, 1999, the Fonds d'indemnisation en assurance de personnes, the Fonds d'indemnisation en assurance de dommages and the Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers. The rights, property and obligations of these funds, now dissolved, were therefore transferred to the new compensation fund.

Achievements in 1999

Appointed by the Bureau des services financiers last June, the seven members of the compensation fund started their activities in August 1999: five directors are professionals in the field, representing all the sectors, while the two other members, including the vice-president, represent the general public. Using their special expertise, the directors of the compensation fund first had to make their comments and recommendations as to their internal management by-law, which was adopted by the Bureau.

The *Act respecting the distribution of financial products and services* provides that the moneys issuing from the three compensation funds created under the *Act respecting market intermediaries* would constitute separate patrimonies for the next five years. These moneys must be used exclusively for the payment of the claims involving a fraudulent act committed before the *Act respecting the distribution of financial products and services* came into force. The financial situation of these patrimonies is therefore one of the major concerns of the compensation fund.

As early as October 1999, the compensation fund continued to analyse the claims filed with the Fonds d'indemnisation en assurance de personnes and the Fonds d'indemnisation en assurance de dommages. It has also opened 13 new claim files since the Act came into force. As the frauds put forward in the claims were committed before October 1, 1999, the amounts used for the payment of the claims will be taken out of the separate patrimonies constituted by the former funds.

Finally, the compensation fund had to play a part in a case of the Fonds d'indemnisation en assurance de personnes which had been appealed from by a claimant whose claim was rejected because the alleged fraud had been committed before September 1, 1991. Since the Court of Appeal decided in the claimant's favour by ordering the compensation fund to examine the latter's claim without taking into account the date of September 1, 1991, the compensation fund elected to table, for protective reasons only, a notice of appeal to the Supreme Court in order to negotiate an out-of-court settlement. The settlement offer was accepted in the fall of 1999, to the satisfaction of all the parties concerned.

Objectives for year 2000

While it will continue to analyse rigorously and efficiently the claims filed, the compensation fund will make it its duty to proceed with an evaluation of its financial needs in the light of the new trends observed in the industry. In fact, it should be noted that a new sector of activities is now covered by the compensation fund, namely the restricted-practice securities sector. Thus, the fund will in all likelihood receive claims from the group savings sector, the scholarship plans sector, or the investment contract brokerage sectors, although it cannot benefit from the experience of former compensation funds for these sectors.

The analysis of the claims filed and their impact on the finance of the compensation fund will also require that an adequate funding method be evaluated, for both the former patrimonies and that which is now made up of contributions paid by the registrants with the Bureau des services financiers. This operation will also be essential when determining future contributions to be imposed on registrants.

The invaluable legacy passed on by the Fonds d'indemnisation des services financiers, the skills and dedication of its board members, and of the attorneys who work in the permanent office, as well as the excellent relations between the compensation fund and the Bureau des services financiers are guarantees of better public protection and higher credibility on the part of the financial products and services industry.

Gilbert Lalonde, C.L.U.
President

BALANCE SHEET OF THE FONDS D'INDEMNISATION DES SERVICES FINANCIERS

Legend
FIAP : Fonds d'indemnisation en assurance de personnes
FIAD : Fonds d'indemnisation en assurance de dommages
FISF : Fonds d'indemnisation des services financiers

Statistics from October 1 to December 31, 1999

Number of files under FISF management	Total amount claimed	Total amount involving the « FIAP » patrimony [1]	Total amount involving the « FIAD » patrimony [2]
42	$680,528.93	$557,929.91	$122,599.02

[1] Total claims passed on to the Fonds d'indemnisation des services financiers as at October 1, 1999, as well as claims opened with the Fonds d'indemnisation des services financiers starting from October 1, 1999, involving fraud committed by a market intermediary in insurance of persons before the *Act respecting the distribution of financial products and services* came into force. This amount also takes into account the out-of-court settlement that took place in the fall between the compensation fund and a claimant and the opening of a claims file relative to this case.

[2] Total claims passed on to the Fonds d'indemnisation des services financiers as at October 1, 1999, and opened starting from October 1, 1999, involving a fraud committed by a market intermediary in damage insurance before that date.

Number of files processed by the FISF

Claims that have been the object of a decision by the compensation fund since October 1, 1999, including cases in which an out-of-court settlement took place.

Files opened by the FIAP before October 1, 1999	Files opened by the FIAD before October 1, 1999	Files opened by the FISF after October 1, 1999
10	1	2

Number of files accepted

Files opened by the FIAP before October 1, 1999	Files opened by the FIAD before October 1, 1999	Files opened by the FISF
7	0	1

Amounts paid

Files opened by the FIAP before October 1, 1999	Files opened by the FIAD before October 1, 1999	Files opened by the FISF
$125,741.48*	$0	$51,000.00

Number of files refused or closed

Claims that were refused by a final decision of the compensation fund, regardless of the reason, as well as claims settled between the parties, before a ruling was made by the compensation fund.

Files opened by the FIAP before October 1, 1999	Files opened by the FIAD before October 1, 1999	Files opened by the FISF
3	1	1

Amounts refused

Files opened by the FIAP before October 1, 1999	Files opened by the FIAD before October 1, 1999	Files opened by the FISF
$52,525.00	$288.75	$375.00

Number of files under study as at December 31, 1999

Claims under study on the date of the report for the fiscal year.

Files opened by the FIAP before October 1, 1999*	Files opened by the FIAD before October 1, 1999*	Files opened by the FISF
10	8	11

Balance of the compensation claims under study

Files opened by the FIAP before October 1, 1999*	Files opened by the FIAD before October 1, 1999*	Files opened by the FISF
$107,054.85	$48,273.75	$170,419.61 (FIAP) $74,325.27 (FIAD)

* The total amount paid by the FISF that affect the FIAP patrimony is $176,741.48 ($125,741.48 + $51,000.00). This amount includes the out-of-court settlement that took place in the fall of 1999 under claim file No. 92004.

AUDITOR'S REPORT

To the National Assembly,

We have audited the balance sheet of the **Fonds d'indemnisation des services financiers** as at December 31, 1999 and the statements of revenue and expenditures and of the evolution of the balance of the funds for the three-month period then ended. These financial statements are the responsibility of the organization's management. Our responsibility is to express an opinion on these financial statements based on our audit.

We conducted our audit in accordance with generally accepted auditing standards in Canada. These standards require that we plan and perform an audit to obtain reasonable assurance that the financial statements are free of material misstatements. An audit includes examining, on a test basis, evidence supporting the amounts and disclosures in the financial statements. It also includes assessing the accounting principles used and significant estimates made by management, as well as evaluating the overall financial statement presentation.

In our opinion, these financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Fonds as at December 31, 1999, and the results of operations for its three-month period and the changes in its financial position for the year then ended in accordance with generally accepted accounting principles in Canada.

Samson Bélair
Deloitte & Touche.

Chartered Accountants

March 16, 2000

STATEMENT OF REVENUE AND EXPENDITURES

THREE-MONTH PERIOD OPERATIONS ENDED DECEMBER 31, 1999

	Fonds d'indemnisation des services financiers	Fonds d'indemnisation en assurance de personnes	Fonds d'indemnisation en assurance de dommages	Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers	Total
	$	$	$	$	$
REVENUE					
Contributions *(note 8)*	304,066	-	88,030	-	392,096
Interests	343	6,407	10,835	37	17,622
Subrogation revenue	-	50	-	-	50
	304,409	6,457	98,865	37	409,768
EXPENDITURES					
Compensations	-	680,366	74,036	-	754,402
Directors' fees	20,700	-	-	-	20,700
Living expenses	2,741	-	-	-	2,741
Travel expenses	2,834	-	-	-	2,834
Management fees	28,221	(7,342)	-	-	20,879
Occupancy fees	1,613	-	-	-	1,613
Professional fees	25,943	-	(100)	-	25,843
Rental of premises	150	-	-	-	150
Advertising	351	-	-	-	351
Stationery	2,075	-	-	-	2,075
Insurance	-	-	453	-	453
Telecommunications	24	-	-	-	24
Mail and courier services	22	-	-	-	22
Bank charges	-	3	-	-	3
	84,674	673,027	74,389	-	832,090
SURPLUS REVENUE (EXPENDITURES)	219,735	(666,570)	24,476	37	(422,322)

STATEMENT OF THE EVOLUTION OF THE BALANCE OF THE FUNDS
THREE-MONTH PERIOD OPERATIONS ENDED DECEMBER 31, 1999

	Fonds d'indemnisation des services financiers	Fonds d'indemnisation en assurance de personnes	Fonds d'indemnisation en assurance de dommages	Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers	Total
	$	$	$	$	$
BALANCE AT BEGINNING OF YEAR	-	-	-	-	-
Surplus revenue (expenditures)	219,735	(666,570)	24,476	37	(422,322)
Transfer of the balance of the Fond d'indemnisation en assurances de dommages on September 30, 1999	-	-	884,930	-	884,930
Transfer of the balance of the Fonds d'indemnisation en assurance de personnes on September 30, 1999	-	107,508	-	-	107,508
Transfer of the balance of the Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers on September 30, 1999	-	-	-	29 050	29,050
BALANCE AT END OF YEAR	219,735	(559,062)	909,406	29 087	599,166

BALANCE SHEET
AT DECEMBER 31, 1999

	Fonds d'indemnisation des services financiers	Fonds d'indemnisation en assurance de personnes	Fonds d'indemnisation en assurance de dommages	Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers	Total
	$	$	$	$	$
CURRENT ASSETS					
Cash	-	766	-	-	766
Short-term deposits *(note 3)*	243,437	473,195	1,057,775	29,050	1,803,457
Accounts receivable *(note 4)*	3,493	14,996	1,492	37	20,018
To be received from the Bureau des services financiers *(note 8)*	7,499	-	-	-	7,499
Prepaid expenses	-	-	26,608	-	26,608
	254,429	488,957	1,085,875	29,087	1,858,348
CURRENT LIABILITIES					
Accounts payable and accruals *(note 5)*	24,047	90,640	2,433	-	117,120
Indemnities payable	-	957,379	174,036	-	1,131,415
Revenue collected in advance *(note 8)*	10,647	-	-	-	10,647
	34,694	1,048,019	176,469	-	1,259,182
BALANCES OF FUNDS	219,735	(559,062)	909,406	29,087	599,166
	254,429	488,957	1,085,875	29,087	1,858,348

On behalf of the Board,

_____, director
Gilbert Lalonde

_____, director
Lise Tremblay

NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS

THREE-MONTH PERIOD OPERATIONS ENDED DECEMBER 31, 1999

1. DESCRIPTION OF THE FUNDS

Creation of the funds

The Fonds d'indemnisation des services financiers is a fund established under the *Act respecting the distribution of financial products and services*, sanctioned on June 20, 1998, by the government of Quebec. This fund replaced the corresponding funds created under the *Act respecting market intermediaries*, sanctioned on June 22, 1989, by the government of Quebec, and dissolved on October 1, 1999, under the *Act respecting the distribution of financial products and services*.

Among the assets of the Fonds d'indemnisation des services financiers, there are three separate patrimonies made up of the amounts issuing from the Fonds d'indemnisation en assurance de dommages, the Fonds d'indemnisation en assurance de personnes and the Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers.

The object of the Fonds d'indemnisation des services financiers is to administer the sums of money deposited with it. Its mission is also to compensate people who suffered a prejudice following a fraud, fraudulent tactics, or embezzlement for which a firm, an independent representative or an independent partnership may be held responsible in the pursuit of its or his activities. Its mandate is also to take charge of the claims filed with the former funds and to rule on the admissibility for the payment of claims arising from acts that occurred between September 1, 1991, and September 30, 1999, in accordance with the rules applicable under the *Act respecting market intermediaries*.

2. ACCOUNTING PROCEDURES

The financial statements were prepared in accordance with generally accepted accounting principles in Canada.

3. SHORT-TERM DEPOSITS

Short-term deposits bear interest at rates varying between 4.75% and 5.15%, and expire in January 2000.

4. ACCOUNTS RECEIVABLE

	Fonds d'indemnisation des services financiers	Fonds d'indemnisation en assurance de personnes	Fonds d'indemnisation en assurance de dommages	Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers	Total
	$	$	$	$	$
Accrued interest	343	658	1,492	37	2,530
Other accounts receivable	3,150	14,338	-	-	17,488
	3,493	14,996	1,492	37	20,018

5. ACCOUNTS PAYABLE AND ACCRUALS

	Fonds d'indemnisation des services financiers	Fonds d'indemnisation en assurance de personnes	Fonds d'indemnisation en assurance de dommages	Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers	Total
	$	$	$	$	$
Suppliers	22,647	90,640	1,400	-	114,687
Accruals	1,400	-	1,033	-	2,433
	24,047	90,640	2,433	-	117,120

6. CASH FLOW

The cash flow statement is not presented, as it would not bring any useful additional information for the understanding of the cash flow during the year.

7. TRANSFER OF FUND BALANCES

The fund balances of the Fonds d'indemnisation en assurance de dommages, the Fonds d'indemnisation en assurance de personnes and the Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers were transferred to the Fonds d'indemnisation des services financiers in accordance with the Act respecting the distribution of financial poducts and services.

8. OPERATIONS WITH THE BUREAU DES SERVICES FINANCIERS

The Bureau des services financiers supported almost all the operations of the Fonds d'indemnisation des services financiers for this year. The latter therefore paid certain expenses of the fund for a total amount of $63,777, which is still owing to the Bureau as at December 31, 1999.

Also, the Bureau des services financiers is mandated to collect the contributions of the firms for the fund and to hand them over to the latter. During the year, the Bureau collected contributions for a total amount of $314,713, including $10,647 collected in advance. As at December 31, 1999, the latter had given $243,437 to the fund, which left a total payable of $71,276. Thus, the net balance owing by the Bureau is the amount of $7,499.

Text
Bureau des services financiers

Coordination
Production Department

Graphic Design
Bleu Outremer

Printing
Cover : Imprimerie Le Laurentien
Inside pages : Graphica Impression

1999 Annual Report

Legal Deposit – 2nd quarter 2000
ISBN 2-922586-17-0
Bibliotheque nationale du Quebec
National Library of Canada

The masculine gender was used only for the purpose of simplifying the text.

The Annual Report may be consulted on the Web Site of the Bureau at www.bsf-qc.com.

Circulation: 200 copies